



Edition du 23 mars 2008 > Actualite

Le devoir de mémoire, une nécessité pour les victimes

Pour que nul n'oublie », « Le terrorisme est une affaire de tous », deux slogans sous lesquels le colloque international sur le terrorisme s'est ouvert hier à Alger.

Une vingtaine d'invités étrangers venus, entre autres, de France, d'Italie, du Pakistan, du Maroc, d'Egypte et de Tanzanie, ainsi que des personnalités algériennes ont pris part à cette première journée, à laquelle le chef du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem, a fait un bref passage. Initiée par l'Organisation des familles des victimes du terrorisme (ONVT), la rencontre a été ouverte par la projection d'un court métrage sur les attentats qui ont marqué de nombreuses capitales, après avoir endeuillé durant des années l'Algérie. Un message du président de la République, lu par son secrétaire général, Habba El Okbi, a mis l'accent sur le rôle de la société civile dans la lutte contre ce phénomène. Mme Flici Fatma-Zohra, SG de l'ONVT, a souligné, quant à elle, « l'urgence de mettre en place un réseau international permettant de coordonner les actions des membres des sociétés civiles à travers le monde dans la lutte contre le terrorisme ». Giani Cipriani, journaliste italien et directeur d'un institut géostratégique de défense, a estimé que « l'information constitue une arme efficace dans la lutte contre le terrorisme. Elle permet de mobiliser la conscience collective de la société ». Ancien cadre de la sûreté nationale et auteur d'un livre sur la police algérienne, Aïssa Kasmi a fait état d'un témoignage poignant sur la décennie 90. Il a déclaré que le devoir de mémoire doit être inaliénable et imprescriptible. « J'ai été pendant des années dans la formation de policiers avant de me retrouver entre 1993 et 1994 à la tête du service social de la sûreté nationale. J'ai accompagné pendant des années ceux que j'ai formés aux hôpitaux et cimetières, ces endroits que je connais le plus à Alger. » Le conférencier a raconté comment durant cette période, même les cercueils faisaient défaut parce que les menuiseries de la sûreté nationale ne pouvaient plus répondre à la demande et que certains hôpitaux refusaient de recevoir les policiers blessés de peur de représailles. Pour illustrer l'hécatombe, il a affirmé que 30 policiers ont été assassinés à la fin de 1991, 60 à la fin de 1992, 600 à la fin de 1993 et 1500 à la fin de 1994. Pour M. Kasmi, ce qui était difficile à supporter et à affronter, c'est cette lourde question que lui posaient à chaque fois les familles des policiers, à savoir pourquoi leurs enfants se faisaient assassiner. « Et le plus dur, c'est de ne pas trouver de réponse », a-t-il noté. Il a conclu en mettant l'accent sur le devoir de mémoire et la nécessité de raconter le sacrifice pour les générations futures. Mme Asma Guenifi Tougne a axé son intervention sur les traumatismes liés à la violence, en affirmant que « la justice doit jouer son rôle de protection sociale et psychologique. Elle doit rétablir la vérité et rendre hommage à la victime ». Mohamed Benhammou, directeur du Centre marocain des études stratégiques (CMES), a parlé beaucoup plus du rôle de la société civile dans la lutte et la prévention contre le terrorisme « à travers l'éducation et la sensibilisation des générations montantes sur des principes fondés sur le patriotisme et la démocratie ». Mehdi Kenani, administrateur adjoint de programme à l'unité d'action contre le terrorisme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), a appelé à une stratégie sur le long terme pour faire face à « l'extrémisme violent ». Il a indiqué que l'approche de l'OSCE pour lutter contre l'extrémisme violent à long terme et du terrorisme dépend des progrès réalisés dans les domaines économique et social. La journaliste italienne, Mme Giuliana Segrena, a, pour sa part, éclairé les participants sur le changement intervenu dans la manière de produire l'information après la guerre du Golfe et notamment après les événements du 11 septembre. Elle a souligné que l'Occident et la presse, d'une manière générale, ont ignoré ce qui se passait en Algérie et ont été surpris lorsque le terrorisme a fini par sévir en Occident même. « Il est vrai qu'il y a des résistants qui luttent contre l'occupation de leur pays, ils ont le droit et le devoir de le faire, mais il y a aussi des groupes terroristes islamistes qui sèment la mort quotidiennement. Il est évident aujourd'hui que le journalisme ne peut être exercé dans ce pays, puisque depuis 2003, plus de 200 opérateurs de presse ont été tués, dont la majorité sont des Irakiens. »

Salima Tlemçani